

MEMORANDUM INDEPENDANT

Organisation Panafricaine des agriculteurs (PAFO)

Vision : Une agriculture africaine dynamique, prospère et durable qui assure la sécurité et la souveraineté alimentaires, ainsi que le développement socio-économique et culturel.

Mission : Représenter les intérêts des agriculteurs africains et promouvoir le développement de l'agriculture africaine.

3 Juillet 2024

Avec le soutien de :



KIGALI-RWANDA

1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'avenir appartient aux systèmes agroalimentaires africains. Outre la richesse des ressources naturelles et la diversité des paysages géo-agro-écologiques du continent, le marché africain est fort de 1,5 milliard d'habitants, dont 45 % vivent dans des zones urbaines. D'ici 2030, alors que la facture des importations alimentaires s'élève actuellement à 50 milliards de dollars, le marché africain de l'alimentation et de l'agriculture devrait atteindre 1 000 milliards de dollars d'ici 2030. Aujourd'hui, la majorité des Africains tirent leurs moyens de subsistance des systèmes agroalimentaires et en sont les principaux investisseurs. En tant que praticiens directs, les paysans sont les premiers touchés par les politiques. Ils sont également les mieux placés pour alerter et analyser les nouvelles tendances et les nouveaux défis qui influencent la capacité à produire de la nourriture. Leurs connaissances, leur compréhension et leur expérience du rôle économique, social, culturel et environnemental de l'agriculture sont uniques et complètent directement la recherche universitaire. **Les agriculteurs, les producteurs de denrées alimentaires et les paysans de toute l'Afrique ont une contribution essentielle à apporter à l'agenda post-Malabo et ils ont l'intention d'accompagner sa mise en œuvre tout au long de la prochaine décennie aux niveaux local, national, régional et continental.**

Ce Mémorandum indépendant est le fruit d'une série de consultations menées par la PAFO en collaboration avec ses réseaux régionaux membres, l'EAFF, la PROPAC, le ROPPA, la SACAU et l'UMNAGRI, à travers le continent, entre le 3 juin et le 3 juillet 2024. Organisées en anglais et en français (avec des contributions en portugais et en arabe prises en compte) pour garantir la qualité des discussions et maximiser la participation, ces consultations ont impliqué plus de 200 représentants de réseaux nationaux officiels des paysans, dans plus de 42 pays, représentant des paysages géographiques-écologiques-climatiques très divers et une variété de types d'agriculture, de la subsistance au commerce, des organisations paysannes, des agriculteurs familiaux et des producteurs agro-écologiques aux entreprises orientées vers l'exportation et aux grandes entreprises.

Dans les cinq régions, un certain nombre de points communs sont apparus. Les progrès de la mise en œuvre du PDDAA ont été reconnus, de même que la croissance agricole positive, en grande partie grâce à l'augmentation des dépenses publiques dans le secteur agricole et aux politiques opérationnelles en matière de distribution de terres, de semences et d'intrants, conformément aux engagements de Maputo et de Malabo. Un certain nombre de **politiques réussies et de pratiques et solutions innovantes** ont été citées, de la restructuration des acteurs par chaîne de valeur pour accroître le pouvoir de négociation (Maroc) aux coopératives dirigées par des femmes et au soutien à l'agriculture familiale (Mauritanie, Tunisie), en passant par les pôles technologiques qui permettent de prêter des tracteurs et des équipements aux petits producteurs (Tchad, Burkina Faso, Ghana, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau), Burkina Faso, Ghana, Gambie) ou des instituts de recherche, des politiques foncières encourageant les femmes, les jeunes et les petits exploitants (Maroc, Botswana, Lesotho, Eswatini) aux banques d'autonomisation des jeunes (Zimbabwe) ou aux programmes (Planting for Jobs, Ghana). Les politiques convergentes sont particulièrement efficaces lorsque divers secteurs, depuis les investissements dans les terres, le climat et l'irrigation, la protection sociale, l'accès à la technologie, sont exploités en synergie (Maroc vert et Génération verte, ou reconnaissance plus large de l'agriculture familiale et de l'agroécologie en Afrique centrale), en particulier lorsque les mouvements paysans et les organisations de producteurs sont associés à la conception (Cameroun), ou à l'examen des progrès dans le contexte des examens sectoriels conjoints du PDDAA (Bénin, Ouganda) ou des PNIA (Niger).

Toutefois, les **défis** restent importants et ne permettent pas aux producteurs de denrées alimentaires et au secteur d'être à la hauteur de leur énorme potentiel en Afrique, comme le confirment les conclusions des examens biennaux dans le cadre des engagements 2 à 6 de Malabo. Dans les cinq régions, les organisations de producteurs ont souligné les opportunités perdues en raison de l'inclusion insuffisante des réseaux d'agriculteurs dans la conception des politiques, leur mise en œuvre, l'évaluation de l'impact collectif ou le manque de transparence. Les préoccupations liées au changement climatique sont récurrentes partout. L'insuffisance des connaissances et des capacités de recherche, technologiques et financières pour s'adapter aux effets du changement climatique entrave les efforts et l'impact des politiques (le Maroc devrait perdre 20 % de sa production en 2024 à cause du climat). En particulier, la gestion de l'eau et l'irrigation, ainsi que d'autres infrastructures manquantes telles que l'énergie propre, l'infrastructure routière sont des limitations énormes. Les femmes et les jeunes sont loin d'atteindre leur potentiel, à la fois en tant que producteurs de denrées alimentaires (accès insuffisant à la terre, aux équipements adaptés, aux intrants, au financement et à l'énergie) et en tant qu'acteurs du marché (transformateurs, négociants) où des marges plus importantes pourraient être réalisées, en raison du développement insuffisant des marchés locaux et régionaux menacés par la concurrence déloyale des importations et du manque d'investissements gouvernementaux et de politiques bien ciblées. Derrière les progrès réalisés pour atteindre l'objectif de 10 % de dépenses publiques se cachent de grandes disparités dans la transparence des données (après les coûts opérationnels ou récurrents, seule une petite partie parvient aux producteurs de denrées alimentaires). Les conflits, l'instabilité politique et la faible gouvernance constituent un obstacle majeur (les partenaires de développement contribuant souvent aux déséquilibres existants) contre lequel de meilleures mesures d'assurance et d'atténuation des risques sont nécessaires ; le renforcement et l'autonomisation d'organisations et de réseaux paysans légitimes et représentatifs constituent un élément important de résilience, de stabilité et un allié pour faire progresser une mise en œuvre transparente.

Ayant reconnu les efforts persistants déployés dans la mise en œuvre du PDDAA aux niveaux national, régional et continental, ainsi que les résultats positifs en matière de croissance enregistrés par notre secteur agricole au cours des dernières années,

Concerné par les défis de la dernière décennie de mise en œuvre du PDDAA, selon les expériences des paysans,

L'organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO), et ses cinq (5) organisations régionales paysannes membres, en Afrique, représentant environ 80 millions d'agriculteurs, livre par la présente, ses mémorandums indépendants pour le sommet extraordinaire post-Malabo 2025 à Kampala, comme suit :

2. RECOMMENDATIONS

1. Améliorer le financement du système agroalimentaire : investir plus et mieux !

Bien qu'un investissement d'au moins 10 % des budgets nationaux dans l'agriculture et le développement rural reste valable et que les gouvernements devraient être encouragés (par le biais de données plus transparentes), une part trop faible de ce financement est investie stratégiquement pour atteindre les **petits producteurs de denrées alimentaires** (en particulier la pêche et l'élevage) qui restent les principaux **investisseurs (équipement, intrants, infrastructure) et les principaux responsables de la mise en œuvre de la politique du PDDAA**, ce qui se traduit par un échec à atteindre une croissance agricole de 6 %. Le PAFO recommande aux gouvernements d'envisager d'allouer un financement d'au moins 20 % aux entités nationales de mise en œuvre et à d'autres secteurs agricoles publics et privés, y compris les organisations d'agriculteurs, afin de soutenir la mise en œuvre du PDDAA. Un fonds ou un mécanisme spécifique de transformation de l'agriculture est nécessaire, avec un financement dévolu aux niveaux infranationaux. Un financement plus catalytique et à plus grande échelle est nécessaire pour déclencher les transformations nécessaires aux systèmes alimentaires africains, en reconnaissant les petits exploitants et les agriculteurs familiaux comme le moteur et en encourageant la diversification des revenus tout en développant les marchés locaux (en facilitant l'accès aux prêts pour les jeunes et les femmes, en créant des banques d'autonomisation des jeunes, des coopératives de femmes, des marchés publics, des programmes de filets de sécurité, en connectant les institutions nationales aux initiatives d'épargne villageoise, etc. En particulier, la **mobilisation du financement climatique pour l'adaptation** (notamment pour les systèmes d'irrigation, les infrastructures d'énergie renouvelable et la stimulation de l'esprit d'entreprise des jeunes et des femmes), l'alignement d'instruments tels que le Fonds vert pour le climat sur les priorités nationales, et les **pertes et dommages** (création de mécanismes de financement des risques climatiques agricoles) devraient être des priorités pour le PDDAA.

Cependant, les investissements seuls ne suffisent pas et doivent être accompagnés de politiques efficaces et d'objectifs concrets. En particulier, des mécanismes simples et transparents de mesure et d'évaluation de la mise en œuvre de l'agenda post-Malabo devraient être développés pour faciliter le suivi par les parties prenantes telles que les organisations d'agriculteurs. Ces mécanismes doivent également être communiqués de manière efficace aux différentes parties prenantes.

2. En finir avec la faim en Afrique - sécurité alimentaire, nutrition, santé et sécurité alimentaire/sanitaire et phytosanitaire (SPS)

Pour répondre à la demande tout en sortant les communautés de la pauvreté, les producteurs alimentaires africains, y compris les pêcheurs et les éleveurs, doivent être soutenus par des **politiques nationales, régionales et continentales qui donnent la priorité à l'agriculture familiale comme moteur de la souveraineté alimentaire africaine** plutôt que de les considérer comme faisant partie du secteur informel, les petits producteurs alimentaires doivent être reconnus comme les principaux investisseurs et exécutants des politiques alimentaires de l'Afrique.

La sécurité de l'accès à la terre reste une préoccupation dans de nombreux pays, en particulier pour les femmes et les jeunes ; de même, l'accès facilité au financement (prêts ou garanties), aux intrants, aux technologies modernes adaptées aux contextes locaux et aux utilisateurs doit rester une priorité. Les services de vulgarisation ou de conseil ont prouvé leur efficacité et doivent être revitalisés dans toute l'Afrique en tant que point de contact entre la recherche et les agriculteurs, et inclure une formation sur l'agri-preneuriat qui responsabilise les agriculteurs familiaux et la production agro-écologique de denrées alimentaires à petite échelle. Les engrains organiques et inorganiques produits localement sont essentiels, de même que les semences produites localement et protégées contre les importations de semences. L'agriculture ne peut réussir que si elle est sûre et sécurisée. La PAFO recommande aux gouvernements d'assurer la sécurité des agriculteurs par des lois appropriées, des investissements, la protection des agriculteurs et des activités agricoles.

Le problème alimentaire de l'Afrique ne provient pas de la production ou de la productivité, mais de l'infrastructure (unités de transformation locales, stockage) et des revenus des producteurs. Les marchés et les chaînes de valeur locales doivent être développés, non seulement pour que des aliments locaux, sûrs et nutritifs parviennent à tous les Africains dans les zones rurales et urbaines, mais aussi parce que ces marchés garantissent des moyens de subsistance et des revenus décents à la majorité des Africains. Ces marchés doivent être soutenus par des politiques (achats, formation à la transformation et à la commercialisation, promotion des aliments et des cultures locaux, réduction des importations) et des investissements. Ces marchés doivent être soutenus par des politiques (achats, formation à la transformation et à la commercialisation, promotion des cultures et des aliments locaux, réduction des importations) et des investissements (infrastructures rurales, en particulier l'eau, l'énergie et le stockage, systèmes d'information sur les marchés), et par un secteur privé organisé (par le biais de partenariats public-privé).

Le commerce continental est une véritable opportunité pour les marchés : il crée des emplois, réduit les coûts, garantit la sécurité alimentaire (voir recommandation 5). Au niveau continental, un plan d'action de l'Union africaine pour la promotion des aliments stratégiques (riz, céréales sèches, maïs, tubercules, haricots, viande, lait et poisson), assorti d'un mécanisme de suivi, pourrait s'avérer très utile (voir recommandations 5).

3. Technologies émergentes, biotechnologie, intelligence artificielle et croissance de la productivité

Investissement dans la recherche : il convient de renforcer les institutions régionales de recherche et de développement participatifs qui travaillent main dans la main avec les agriculteurs (familiaux) pour intégrer leurs connaissances, assurer la multiplication des semences locales indigènes, produire des données complètes et fiables, relever les nouveaux défis (en particulier le changement climatique), diffuser les connaissances, développer les approches fructueuses telles que l'agroécologie et faciliter l'accès à des technologies et à des intrants adéquats (adaptés à des contextes agro-écologiques spécifiques).

Technologies, TIC et innovation : La mécanisation agricole peut accélérer le développement agricole et devenir un élément clé de la souveraineté alimentaire, à condition qu'elle soit guidée par une vision plus large et à long terme avec des priorités claires, et que le type de technologies promues reste adapté aux zones agro-écologiques et aux utilisateurs. Accélérer les programmes gouvernementaux qui rendent les technologies et les équipements appropriés accessibles aux producteurs d'aliments (prêt de matériel, plateformes).

Les innovations numériques et les plateformes d'agriculture numérique (y compris l'IA) peuvent présenter de nombreux avantages pour les jeunes en ce qui concerne les prévisions météorologiques, les marchés et les opportunités et les jeunes, si elles s'accompagnent de garanties solides et d'une gouvernance des données.

Pour moderniser le secteur agricole et maximiser la production, le PAFO recommande d'investir dans les TIC en mettant en place les technologies nécessaires, de former les représentants des agriculteurs à l'utilisation de ces outils, de soutenir les innovations agricoles et de mettre en place des lois et des mécanismes qui promeuvent les TIC et l'innovation aux niveaux local, national, régional et continental.

4. Réduire de moitié la pauvreté grâce à une croissance et une transformation agroalimentaires inclusives

Les producteurs ont non seulement le pouvoir de nourrir le continent, mais ils peuvent aussi devenir le moteur de sa croissance économique et d'une plus grande égalité et équité, à condition que les politiques agricoles, de développement rural, commerciales et sociales convergent. Pour les agriculteurs, comme pour toute entité du secteur privé, l'équation est simple : les producteurs de denrées alimentaires doivent gagner suffisamment de revenus pour couvrir les coûts de production et réaliser une marge bénéficiaire qui leur permette de nourrir leur famille, d'envoyer leurs enfants à l'école et de payer les factures médicales. Un revenu décent pour les producteurs de denrées alimentaires doit être au cœur de l'agenda post-Malabo, faute de quoi le pays risque de voir davantage de ses jeunes émigrer, sombrer dans la violence ou le terrorisme. Il faut renforcer les politiques centrées sur les agriculteurs (comme l'agriculture familiale), qui garantissent aux producteurs des prix stables et rémunérateurs dans le cadre d'un TEC approprié, limiter les fluctuations de prix, renforcer les approches de la chaîne de valeur et de la fabrication, promouvoir et incorporer les produits locaux dans les chaînes de valeur, valoriser les engrains organiques pour réduire la dépendance aux importations et les risques d'inflation, et promouvoir les produits agro-écologiques, en particulier face au changement climatique. Les programmes de protection sociale et les filets de sécurité (au moins 2 à 3 % des dépenses agricoles) doivent être développés (coopératives d'assurance et de crédit). En particulier, les femmes et les jeunes devraient faire l'objet de politiques de discrimination positive en raison des défis considérables auxquels ils sont confrontés, qu'il s'agisse de l'accès au financement de leurs entreprises, de l'accès à la terre, à l'équipement agricole, aux technologies et à l'innovation.

5. Stimuler le commerce agroalimentaire intra-africain

L'effet des récentes poly-crises sur la sécurité alimentaire africaine et les prévisions de dépendance à l'égard des importations d'ici 2050 n'ont fait que rendre plus urgent l'appel à la souveraineté alimentaire de l'Afrique. Si les mesures visant à stimuler le commerce alimentaire intra-africain et le commerce régional sont les bienvenues, l'effet et le rythme des politiques d'harmonisation des normes doivent tenir compte des réalités des petits producteurs de denrées alimentaires. La concurrence déloyale des importations continue d'entraver le développement de chaînes de valeur locales et régionales dynamiques et d'éloigner les producteurs des marchés au profit d'une agriculture de subsistance. Il convient d'adopter des normes de qualité qui reflètent les cultures africaines et encouragent le commerce régional et local, par opposition aux normes "internationales" qui reflètent d'autres préférences culturelles. Un objectif qui, au lieu de promouvoir la croissance agricole, vise la réduction ou la substitution des importations, sera plus efficace pour inciter les importateurs à s'associer aux petites producteurs alimentaires à

promouvoir la fabrication et à créer des emplois pour les jeunes. Les organisations paysannes régionales et nationales plaident fortement en faveur du développement du commerce régional, interrégional et Sud-Sud et sont prêtes à l'accompagner en s'attaquant aux barrières tarifaires et non tarifaires, tout en appelant à une amélioration de la collecte de données. La facilitation des paiements est un élément clé du commerce intra-africain et le système de paiement par carte d'Afrexim-bank devrait être développé. Au niveau régional, une monnaie commune telle que celle de la CEDEAO pourrait s'avérer très utile.

6. Renforcer la résilience des moyens de subsistance et des systèmes agroalimentaires face aux chocs (sanitaires, économiques, climatiques)

L'agriculture est généralement perçue comme une activité risquée, vulnérable à plusieurs risques liés au changement climatique, aux conflits, aux conditions du marché, etc. Le PAFO demande le soutien des gouvernements dans la gestion des risques par le biais de politiques et d'instruments appropriés qui aideront les agriculteurs à atténuer les risques. Ces politiques faciliteront également l'accès au financement par l'intermédiaire des institutions financières.

Une plus grande égalité et une meilleure inclusion, en particulier des femmes et des jeunes, sont des éléments clés d'une résilience accrue. Plus important encore, une plus grande implication, en tant que partenaires centraux des gouvernements et des donateurs, des organisations de producteurs alimentaires et de paysans dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques, ainsi qu'un investissement dans le renforcement et l'autonomisation de ces structures trans-partisanes, légitimes et représentatives, peuvent constituer une sauvegarde et un atout pour la résilience du système agroalimentaire, parallèlement à une meilleure coopération stratégique régionale (voir recommandation 9).

7. Atténuation et adaptation au changement climatique pour les systèmes agroalimentaires

Des inondations aux sécheresses, en passant par les ravageurs et les maladies, les pays africains, et surtout leurs producteurs de denrées alimentaires, sont parmi les plus touchés par le changement climatique tout en y contribuant le moins. **Aider les petits producteurs de denrées alimentaires à s'adapter au changement climatique** (au lieu d'être poussés hors du secteur et vers la migration), en particulier en **mobilisant le financement climatique pour les petits exploitants**, doit être une priorité absolue du nouveau cadre du PDDAA. Les pays donateurs doivent être tenus responsables de leur engagement de 100 milliards d'USD pour le financement du climat, et les fonds existants, tels que le Fonds vert pour le climat, doit mieux s'aligner sur les priorités nationales. Le changement climatique n'est pas suffisamment pris en compte dans les politiques agricoles et alimentaires nationales et régionales globales, ni dans les mesures de préparation et d'atténuation. Plus généralement, il est urgent d'investir dans les infrastructures rurales (systèmes d'irrigation et infrastructures d'énergie renouvelable), ainsi que dans des politiques nationales visant à stimuler l'esprit d'entreprise des jeunes et des femmes et à les aider à s'adapter au changement climatique dans les villages et les communautés. L'adaptation au climat dépend également de connaissances nouvelles et mieux diffusées, de systèmes d'information météorologique efficaces, pour lesquels les **instituts de recherche et les services de vulgarisation** sont essentiels, et de régimes d'assurance réformés. Un mécanisme opérationnel de financement des risques climatiques agricoles (soutenu par un fonds mondial de pertes et dommages opérationnel) est nécessaire pour aider les producteurs à surmonter les conséquences de l'accélération des catastrophes liées au climat, telles que les inondations et les sécheresses.

8. Capacité de mise en œuvre et de coordination (mécanisme de mise en œuvre) politiques

Des politiques cohérentes

Le cadre du PDDAA, en particulier lorsqu'il fait l'objet d'un engagement politique soutenu, a prouvé qu'il pouvait faire la différence. Mais les annonces financières clés doivent être accompagnées de politiques et d'objectifs cohérents fondés sur une analyse claire des besoins et des lacunes. Un certain nombre de politiques mondiales et régionales descendantes ont un impact direct sur les producteurs de denrées alimentaires, souvent avec des effets contradictoires (par exemple, la PAC, l'AfCFTA, l'UNDAF) ; les politiques nationales sur les questions transfrontalières (par exemple, les éleveurs, la gestion de l'eau) doivent être harmonisées ; les engagements d'aligner les engagements financiers mondiaux et le soutien technique doivent être mis en œuvre, et la coopération stratégique régionale doit être améliorée. Le processus d'examen biennal du PDDAA a été le fer de lance, au niveau continental, de ce qu'est la responsabilité. Toutefois, le succès de l'agenda post-Malabo du PDDAA sera en fin de compte déterminé par des mécanismes nationaux de responsabilité transparents et participatifs.

La PAFO et les organisations paysannes, en tant que partenaires centraux de la mise en œuvre

Un moyen efficace d'assurer un suivi et une évaluation constructifs de la cohérence des politiques consiste à impliquer directement les principaux acteurs, à savoir les organisations de producteurs (y compris la représentation des femmes et des jeunes), dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de ces politiques, et à leur donner les moyens de plaider en faveur des changements de politique nécessaires. Les producteurs de denrées alimentaires sont les acteurs les plus importants des systèmes agroalimentaires. Cependant, ils sont souvent considérés, au mieux, comme des bénéficiaires, au lieu d'être les principaux acteurs du changement. Les capacités institutionnelles de la PAFO et de ses réseaux de producteurs nationaux et régionaux doivent être renforcées. Ils sont parfaitement positionnés pour agir en tant que partenaires de la mise en œuvre des politiques du PDDAA à l'échelle régionale, continentale et dans leurs pays respectifs. pour contribuer à des systèmes d'information fiables, mobiliser et familiariser les producteurs alimentaires avec les nouvelles politiques et stratégies pour une mise en œuvre plus efficace. La PAFO et ses organisations de producteurs alimentaires sont prêtes à travailler en étroite collaboration avec les points focaux gouvernementaux du PDDAA et à contribuer à l'élaboration des résultats post-Malabo, de la déclaration de Kampala et du plan d'action décennal, en participant activement aux groupes de travail techniques pertinents et au comité directeur. En outre, les gouvernements doivent investir plus directement dans le potentiel de développement humain de leurs producteurs de denrées alimentaires, en soutenant le développement des coopératives, le renforcement des capacités et la formation (aux niveaux national, régional et continental), en donnant la priorité à leur accès aux innovations technologiques (mécanisation et numérisation), en particulier lorsqu'il s'agit d'accéder à des informations telles que les prévisions météorologiques, les marchés et les opportunités commerciales.

Renforcer les échanges intra-africains, l'apprentissage et la solidarité

En tant qu'acteurs à la tête des efforts nationaux de transformation agricole, les organisations de producteurs se félicitent de la possibilité d'échanger entre pairs de différents pays et régions, par exemple sur les nouvelles technologies, d'apprendre des pays plus avancés en matière de production, de transformation ou de commercialisation, d'identifier les champions de la chaîne de valeur qui peuvent aider à renforcer les capacités des producteurs au niveau régional et continental et de soutenir l'élan politique tout au long de la prochaine décennie de la déclaration de Kampala.

3. Appel à l'action

1. Le changement climatique, qui a un impact sur les rendements des cultures, le bétail et les moyens de subsistance, deviendra la plus grande menace pour l'agriculture et la souveraineté alimentaire. Nous exhortons les décideurs politiques à donner la priorité à l'adaptation au changement climatique et à la résilience dans toutes les politiques agricoles, et à développer des mécanismes qui accompagnent l'adaptation par le biais de systèmes d'information et de la technologie. Nous appelons également à plus d'investissements dans les programmes d'adaptation au climat, à plus de recherche et à la mise à l'échelle de l'agroécologie, à un engagement politique sur le changement climatique, à plus de partenariats avec le secteur privé et à un accès direct accru au financement climatique par les paysans.

2. Inclusion des femmes, des jeunes et de l'agriculture familiale : Les systèmes fonciers de nombreux pays africains ne favorisent pas les femmes et les jeunes et contribuent actuellement à la migration des jeunes et à l'augmentation de l'instabilité. Nous demandons à tous les gouvernements de veiller à ce que les femmes et les jeunes aient les mêmes droits à la propriété foncière, ce qui faciliterait l'accès aux ressources financières ou aux garanties. Des fonds spéciaux ou des systèmes de crédit réformés ciblant les entreprises de jeunes et de femmes devraient être mis en place au niveau national. En outre, nous appelons les gouvernements à s'assurer que les femmes et les jeunes participent de manière significative aux processus de prise de décision, que l'agriculture commerciale est incluse dans les programmes scolaires, et que les pays envisagent d'augmenter la tranche d'âge des jeunes de 35 à 40 ans afin qu'ils puissent bénéficier pleinement des 10 prochaines années du PDDAA. **L'agriculture familiale** reste une approche efficace pour promouvoir la sécurité alimentaire sur le continent. Les États membres devraient considérer les agriculteurs familiaux comme une priorité, leur donner les moyens d'agir et leur permettre d'accéder à un soutien financier substantiel et à des intrants agricoles.

3. La recherche et le développement pour l'agriculture : Les pays membres doivent envisager de créer et de renforcer les institutions régionales de recherche et de développement qui renforcent les capacités des agriculteurs et produisent des recherches participatives qui intègrent les connaissances des agriculteurs et répondent à leurs besoins. Les institutions de recherche devraient promouvoir la multiplication des semences locales indigènes, renforcer les capacités en matière d'agriculture intelligente et résistante au climat, produire des données complètes et fiables et diffuser les connaissances dans les langues locales.

4. Développer des marchés locaux et régionaux dynamiques : promouvoir la production locale plutôt que les importations et légiférer des politiques (telles que les marchés publics, les programmes de substitution des importations, la fixation d'objectifs de réduction des importations qui encouragent l'agri-preneuriat, promeuvent les aliments locaux et indigènes, les cultures et les connaissances traditionnelles et développent l'industrie manufacturière. Former les producteurs de denrées alimentaires, en particulier les femmes et les jeunes, à la gestion d'entreprise, améliorer la commercialisation et faciliter leur accès aux technologies de transformation. Encourager le commerce intra-régional et intra-africain en s'attaquant aux barrières tarifaires et non tarifaires et en facilitant les paiements, et promouvoir les coopératives régionales (au niveau des CER) basées sur les produits de base et établies le long de la chaîne de valeur des systèmes alimentaires. Les systèmes d'information sur les marchés devraient être encouragés et promus pour permettre aux agriculteurs d'accéder aux marchés locaux, nationaux, régionaux et continentaux, en particulier avec l'opportunité de l'AFCFTA. Bien qu'il soit étroitement lié à la réduction de la pauvreté et au commerce continental, le développement des marchés locaux et régionaux devrait être pris en compte de manière plus explicite et plus visible dans le cadre post-Malabo, faute de quoi il risque de n'être abordé que de manière marginale entre les TWG 4 et TWG 5. La PAFO propose la création d'un groupe de travail technique consacré au développement du commerce et du marché (accès, normes, infrastructure, commerce).

5. Infrastructures : Les routes, l'eau, l'énergie, les unités de transformation locales, y compris le stockage, les installations post-récolte, les marchés et les infrastructures de valorisation devraient faire l'objet d'une attention urgente. En particulier, l'irrigation reste inaccessible à la plupart des zones rurales d'Afrique et conditionnera l'adaptation au changement climatique.

6. Une technologie moderne adaptée aux contextes locaux : Les Etats membres doivent considérer la mécanisation de l'agriculture comme un moteur de la souveraineté alimentaire nationale et continentale. Nous exhortons les Etats membres et les gouvernements à accroître l'adoption de l'agriculture biologique et à donner la priorité aux divers besoins des petits producteurs de denrées alimentaires et des agriculteurs familiaux.

7. Infrastructures : Les routes, l'eau, l'énergie, les unités de transformation locales, y compris le stockage, les installations post-récolte, les marchés et les infrastructures de valorisation devraient faire l'objet d'une attention urgente. En particulier, l'irrigation reste inaccessible à la plupart des zones rurales d'Afrique et conditionnera l'adaptation au changement climatique.

8. Une technologie moderne adaptée aux contextes locaux : Les Etats membres doivent considérer la mécanisation de l'agriculture comme un moteur de la souveraineté alimentaire nationale et continentale. Nous exhortons les Etats membres et les gouvernements à accroître l'adoption de l'agriculture biologique et à donner la priorité aux divers besoins des petits producteurs de denrées alimentaires et des agriculteurs familiaux.

9. Réforme et cohérence des politiques nationales et régionales : Des politiques nationales et transfrontalières cohérentes sont essentielles (par exemple, sur les questions sanitaires et phytosanitaires, les conflits transfrontaliers, la gestion des ressources naturelles ou le développement des chaînes de valeur). Au-delà de la cohérence des politiques, leur diffusion adéquate auprès des producteurs de denrées alimentaires est essentielle. Les États membres doivent mettre en place des institutions stables qui respectent les engagements mondiaux et régionaux (UNDROP, ECOWAP) et inspirent la confiance des parties prenantes.

10. Gestion des risques agricoles : L'agriculture est généralement perçue comme une activité risquée, vulnérable à plusieurs risques liés au changement climatique, aux conflits, aux conditions du marché, etc. Le PAFO appelle les gouvernements à soutenir la gestion des risques par le biais de politiques et d'instruments appropriés qui aideront les agriculteurs à atténuer les risques. Ces politiques faciliteront également l'accès au financement par l'intermédiaire des institutions financières.

11. Impliquer les organisations paysannes dans les processus de planification nationaux, régionaux et continentaux, et les responsabiliser en tant que partenaires de mise en œuvre. Les agriculteurs (y compris les femmes et les jeunes) sont le moteur de la transformation des systèmes agroalimentaires ; nous appelons les ministères de l'agriculture et les points focaux du PDDAA à les impliquer à tous les stades des politiques, depuis les évaluations et analyses contextuelles jusqu'à la formulation, la mise en œuvre, la collecte de données et l'évaluation des politiques. Les organisations d'agriculteurs doivent également être mieux exploitées pour traduire et diffuser les politiques, et les producteurs de denrées alimentaires doivent être habilités à devenir des ferment actifs du changement.

12. Responsabilité : Les processus nationaux de responsabilité mutuelle devraient être renforcés et les associations d'agriculteurs incluses dans le suivi des engagements de la déclaration de Kampala. Les pays membres doivent s'assurer qu'il existe une volonté politique et que des conventions similaires sur la biodiversité sont incluses dans les cadres de responsabilité. En cas de non-respect, les gouvernements et les acteurs du système alimentaire devraient prendre des mesures dissuasives. La position, l'autorité de coordination et les capacités de mise en œuvre des points focaux du PDDAA devraient être renforcées et les agriculteurs sont prêts à accompagner cet effort. Au niveau continental, le PAFO est le mécanisme le plus structuré, le plus inclusif et le plus représentatif pour faire entendre la voix des agriculteurs dans les processus de l'Union africaine et doit, par défaut, faire partie de toutes les discussions pertinentes.

Les **jeunes** ont besoin d'un soutien accru : compte tenu du temps nécessaire pour que les investissements deviennent rentables pour les jeunes qui investissent dans l'agriculture (10 à 15 ans), ce qui coïncide généralement avec la fin des subventions destinées aux jeunes, la définition de la jeunesse devrait être revue (jusqu'à 40 ans) et les programmes de soutien devraient être étendus.

4. Conclusion

En conclusion, l'Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO) remercie la Commission de l'Union africaine et ses organes affiliés pour les efforts déployés dans le cadre de la mise en œuvre des engagements de Malabo au cours des dix dernières années.

La PAFO reconnaît l'engagement et la volonté politique des chefs d'État et de gouvernement ainsi que des ministères et institutions publiques concernés. Nous gardons l'espérance que la Commission de l'Union africaine, les chefs d'État et de gouvernement apprécieront positivement ce mémorandum qui vise à la souveraineté alimentaire et à l'amélioration du secteur agricole dans tous les États membres.

La PAFO rend hommage à tous les agriculteurs, femmes et jeunes du continent pour leur engagement en faveur de la production alimentaire et leur participation aux différentes chaînes de valeur de l'agriculture. À l'avenir, les femmes et les jeunes ne seront pas laissés pour compte et seront des partenaires dans la transformation du secteur agricole grâce à leur expertise, leur engagement et leur force collective.

La PAFO et ses membres remercient tous les partenaires : locaux, nationaux, régionaux, continentaux et mondiaux pour leur soutien et leurs contributions afin de rendre la croissance et les investissements agricoles durables, productifs et viables. La collaboration est vitale et doit être guidée par l'intérêt des populations africaines. Davantage d'investissements et de soutien sont encore nécessaires pour relever les défis en matière de productivité, de politiques, de plaidoyer, d'innovation, d'inclusion des femmes et des jeunes, d'infrastructures, entre autres, afin de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle sur le continent.

Enfin, nous reconnaissons toutes les pertes de vies humaines et animales survenues au cours des dix dernières années en Afrique en raison des effets du changement climatique.

